

Suez Environnement

Le marché marocain, aussi grand que celui des États-Unis

● Avec 5% du chiffre d'affaire global de Suez Environnement, le royaume constitue un marché stratégique pour la multinationale française. Celle-ci compte y étendre sa présence en misant sur la valorisation des déchets industriels. Les Éco a reçu le top management du géant français. Tour d'horizon des projets actuels et futurs.



● Le groupe Suez Environnement mise gros sur «les partenariats à long terme», c'est ce qui explique le renforcement de sa présence au Maroc.

Le Maroc réussit à Suez Environnement. C'est le moins que l'on puisse dire, au regard des chiffres éloquentes que le géant français réalise dans le royaume à travers ses 7 filiales. En 2013, la multinationale a réalisé 5% de son chiffre d'affaires global à partir de ses activités marocaines, soit plus de 650 millions d'euros (plus de 7 MMDH). «Cela équivaut presque au même niveau que ce nous réalisons aux États-Unis, et très peu de pays y parviennent», se félicite Jean-Louis Chaussade, directeur général exécutif de Suez Environnement, en déplacement au Maroc où il multiplie les rencontres avec les autorités et la presse. «Pour nous, le Maroc est un pays très important, et ce pour trois raisons: la première est que nous y avons une expérience de 17 ans, via la Lydec. Ensuite, nous y menons des activités dans l'eau et l'électricité et cela donne au marché une taille importante. Enfin, parce que le pays est devenu une porte d'entrée pour l'Afrique», poursuit le diri-

geant. Pour Suez Environnement, «héritier du Canal de Suez et de la Lyonnaise des eaux», il s'agit à présent de consolider ces acquis en misant sur «les partenariats à long terme».

Les projets futurs

L'acquisition de nouveaux marchés à Meknès (pour 90 millions d'euros) et à Tanger (15 millions d'euros), pour des durées s'étalant parfois sur 20 ans, illustre à suffisance les ambitions marocaines de Suez pour les décennies prochaines. «L'urbanisation continue de Casablanca, le développement de grands centres industriels dans plusieurs villes comme Tanger constituent des niches à explorer», résume, en substance, la directrice générale adjointe en charge de l'International, Marie-Ange Debon. «Nous avons beaucoup de perspectives sur les déchets, car on continue encore de les enfouir au lieu de les traiter». Sur ce registre, des partenariats sont déjà en cours avec des industriels à l'image de



Pour le top management de Suez Environnement, la plupart de ses filiales marocaines n'ont pas vraiment besoin à l'heure actuelle de transfert de technologies.

Renault à Tanger et la Sonasid, pour recycler certaines matières. 2 plateformes de déchets industriels sont ainsi en cours de réalisation, et des réflexions sont en cours pour apporter une réponse à la problématique des combustibles de substitutions. En somme, «valorisation des déchets et valorisation énergétique» sont les maîtres-mots de l'entreprise française, dont plus de 40% de la filiale marocaine sont détenus par des «intérêts marocains comme la CDG».

Extension des périmètres

Concernant le segment eau, l'heure est à «la gestion des ressources et à la maîtrise des fuites», en attendant la mise en place de projets sur «le traitement de l'eau proportionnellement à la consommation». Ce dernier point permettrait de réajuster la disponibilité de la ressource en fonction de la demande, qu'elle soit industrielle, agricole ou ménagère. Autre priorité marocaine pour Suez Environnement, qui est présent dans une dizaine de villes: «l'extension des périmètres pour faire coïncider l'offre en eau et en électricité». En effet, le top management regrette le fait que «dans certaines zones, la Lydec ne distribue que de l'eau, et uniquement de l'électricité dans d'autres, ce qui n'est pas de nature à faciliter les activités». À ce pro-



15
milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2014

50%
dans l'eau et 50% dans la propreté

35.000
emplois en France et 80.000 à l'international

3^e
c'est la position du Maroc en termes d'emplois avec 8.000 postes

Avec plus de 650 millions d'euros (environ 7 MMDH), le Maroc représente près de 5% du chiffre d'affaires de Suez Environnement, soit le même poids que les États-Unis

7
c'est le nombre de filiales de Suez Environnement au Maroc dont la Lydec et Sita.

pos, des discussions sont en cours avec les départements concernés, qui «sont conscients du problème».

PAR OUMAR BALDÉ
o.balde@leseco.ma

Transfert de technologie : ça dépendra des projets

Pour le top management de Suez Environnement, la plupart de ses filiales marocaines n'ont pas vraiment besoin à l'heure actuelle de transfert de technologies. Et pour cause ? «Lydec est au top de ce qui se fait sur la gestion de clientèle, ainsi que sur le smart water, même si nous pouvons améliorer le store management». Cependant, le transfert de technologies peut être envisagé au cas où des projets l'imposent, comme la construction d'usines de dessalement d'eau. Ce qui n'est pas le cas actuellement. «Cela se fera avec le temps car cette démarche nécessite des projets nouveaux et innovants», justifie le DG exécutif du groupe français.